

Lettre de Bruxelles sur la viande bovine, avril 2018

par Anne Vonesch

Chers amis, bonjour !

Cette lettre vous montre comment des prévisions irresponsables incitent à des comportements irresponsables, et comment la PAC ne peut pas devenir responsable tant qu'elle traîne des indicateurs absurdes. (Avec traduction de jargon.)

Situation du marché

Comme d'usage, la situation du marché de la viande bovine¹ nous a été présentée, ce 24 avril, avec ses petites évolutions comparées à l'année précédente. Le cheptel baisse légèrement, les abattages augmentent un peu et les prix aussi. La marge pour l'engraissement de veaux a augmenté. La consommation, en baisse, tend vers davantage de viande hachée. Banal.

Quant aux exportations, les réalités perturbent un peu plus, mais pour des raisons contrastées. Il y en a qui, au nom des entreprises impliquées, s'inquiètent lorsqu'elles baissent. Hongkong réduit, le Chili augmente les importations venant d'Europe (curieux pour un pays d'Amérique du Sud...). L'Afrique est, sans surprise, destinataire de produits de faible valeur. La Turquie reste premier client, surtout pour des animaux vivants ; les prix y sont élevés. Malgré la baisse en tonnage, la balance commerciale européenne reste positive en valeur, et ceci grâce aux animaux vivants (environ 16 000 tonnes-équivalents-carcasse en janvier et février 2018, ce qui est moins que les mois précédents).

L'Europe importe surtout du Brésil, d'Argentine, d'Australie, de Nouvelle-Zélande, d'Uruguay, moins des USA. Le quota pour la viande de haute qualité² est très vite rempli.

Nos vraies valeurs sont réduites à une balance commerciale !

Auriez-vous cru que la production bovine est liée à des valeurs – des valeurs environnementales, liées à l'herbe, à des paysages, une vie rurale, des valeurs partagées, pour lesquelles nous payons la PAC ? Bof. C'en quoi vous auriez pu croire est réduit à une balance commerciale. Et l'export des animaux vivants est la honte de la filière et la trahison des éleveurs envers leurs animaux.

Prévisions jusqu'en 2030 (outlook)

L'exercice classique du scénario prévisionnel³ évolue. L'environnement y prend de plus en plus de place : carbone et climat, OGM, agriculture biologique, pesticides, commerce équitable... beaucoup d'enjeux qui sonnent bons aux oreilles écologiques. Peut-on transformer ces défis en opportunités ? Les incertitudes et inquiétudes viennent de l'embargo russe (encore celui-là), du Brexit, des traités commerciaux, des aléas météorologiques impactant les rendements. Quant à la consommation, la

¹ https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/market-observatory/meat/beef/doc/market-situation_en.pdf

² Quota erga omnes Regulation EU 481/2012

³ https://ec.europa.eu/agriculture/markets-and-prices/medium-term-outlook_en

légère baisse se poursuivra. La tendance va vers la viande hachée. La demande mondiale en termes d'import pourrait augmenter de 19 000 t/an, surtout en Asie, et à un moindre degré en Afrique.

La production européenne est à 95 % consommée en Europe (et la consommation diminue et l'export aussi). **Ainsi le marché domestique européen est le moteur principal pour tout changement dans la production vers plus de durabilité** : moins de GES, la gestion des fertilisants, de l'ammoniac, des pâturages, la méthanisation... D'ailleurs on a même vu une baisse du nombre d'animaux dans les Pays-Bas.

Mais que seront les conséquences des traités de libre échange ? Question hors sujet ! Cette étude ne prend en compte que des traités commerciaux ratifiés et reste donc par sa méthodologie à côté de certaines réalités.

Aussi, la prise en compte de l'environnement est limitée parce que la biodiversité est difficile à prendre en compte, et les liens entre herbe et GES sont complexes et controversés.

Bref, un tel scénario 2030 soulève des aspects intéressants mais ne sort pas des contradictions.

Towards changes in production systems Driven by sustainability requirements and COP 21

Environmental issues in meat & livestock production

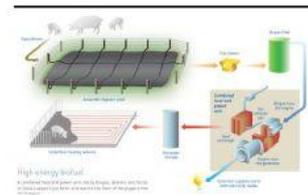
- Water and air quality (Ammonia)
- GHG emissions
- Animal welfare
- Landscape & pastures

Potentially limiting supply development

- and possibly reduction in animal numbers (e.g. NL in 2017)

Leading to changes in production systems =>

- breeding/fattening location (e.g. NL/DK/DE/PL)
- competition between productions
- nutrient management, biogas plants, better management of pastures, change in feed...



Chouette ? Mais creusons un peu.

Et nous tombons sur un scénario productiviste qui ne se donne même pas la peine de se colorier en vert-naïf :

Le message irresponsable du rapport « EU AGRICULTURAL OUTLOOK FOR THE AGRICULTURAL MARKETS AND INCOME 2017-2030 »

Page 46 : *Where EU consumption does not absorb the changes in production, the EU will depend to a greater extent on increased exports to a challenging international market. Livestock farmers might face lower prices in the first years of the outlook due to increased competition but also relatively low feed prices. Prices are then expected to stabilise in nominal terms, due to ample supply covering growing global demand.*

Traduisez le jargon en langage plus clair :

Lorsque les estomacs européens ne pourront ou ne voudront plus absorber encore plus de surproduction, l'UE (qui, en fait ?) dépendra de l'augmentation des exportations vers un marché international dont le viril défi consiste à écraser les prix. Les agriculteurs subiront des

prix bas dans les premières années grâce à la divine compétition mais quel bienfait prévoyant ! les céréaliers fournissant l'alimentation animale doivent aussi baisser leurs prix. Croyez, soyez confiants, produisez, investissez, un jour les prix se stabiliseront (ils n'augmenteront pas, non, quand même ! vous n'avez pas honte ?) grâce à la merveilleuse demande globale croissante, promesse éternelle pour les profits des industriels fournisseurs !

Page 52: Intra-EU trade flows are often very targeted, with Germany and Poland delivering calves to the Netherlands and Belgium/Luxembourg, France providing animals to Spain and Italy, Ireland to the Netherlands, Spain and the UK, and Romania to Italy and neighbouring countries.

The projections indicate a further increase in trade of live animals, reflecting a further trend in existing Member State specialisation. The surplus in bovines is expected to grow in France, Germany, Ireland, Romania and Hungary, while Spain, Italy, Belgium/Luxembourg and Poland are expected to import more cattle. In the Netherlands and other Member States, environmental obligations and transport regulation for animal welfare may restrict further growth in live cattle imports.

Ce qui est prévu est l'exact contraire de ce qu'il faut faire : il est prévu de spécialiser et d'intensifier la production au lieu de s'orienter à ce qui est écologiquement pertinent et durable ; transporter des animaux à travers l'Europe, alors qu'un animal devrait pouvoir vivre toute sa vie, et une bonne vie, sur la ferme et sur les pâtures où il est né.

Mais comment est-ce possible d'être, en tant qu'économistes, à ce point déconnectés des réalités environnementales et nutritionnelles, tout en faisant semblant, à la marge, d'en prendre note ?

Les conséquences à tirer sont pourtant claires ! Aujourd'hui, une grande partie des animaux sont élevés et engraisés dans des systèmes très intensifs. Il faut réorienter la finition des animaux vers le pâturage. Pour que la production de bœufs (mâles castrés) de 2-3 ans à l'herbe soit économiquement rentable, il ne manque pas grand-chose ; c'est une question de volonté politique, De toute façon, toute cette histoire de soi-disant compétitivité tient à des artefacts créés par des choix et des ratés politiques.

Informations sur la PAC après 2020

L'avancement est rapide. Pour entrevoir les issues possibles, il convient de consulter d'abord les textes publiés⁴. L'environnement et le climat sont considérés comme des urgences, de même la biodiversité. Oui, une urgence ! Bravo la COM ! La PAC doit devenir plus juste ; que 20 % des agriculteurs reçoivent 80 % des aides a visiblement fait son chemin. Elle doit davantage s'appuyer sur la connaissance et l'innovation. Le conseil agricole doit être amélioré – bien vu ! Elle doit rééquilibrer les responsabilités entre UE, Etats Membres et agriculteurs. Et devenir plus simple (la blague !)... et efficace⁵. Il y aura des indicateurs de performance. Une évaluation des impacts du projet est faite, mais il faut patienter un peu pour sa publication. Le budget est susceptible de

⁴ COM(2017) 713 final COMMUNICATION DE LA COMMISSION AU PARLEMENT EUROPÉEN, AU CONSEIL, AU COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL EUROPÉEN ET AU COMITÉ DES RÉGIONS L'avenir de l'alimentation et de l'agriculture 29.11.2017

<https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2017/FR/COM-2017-713-F1-FR-MAIN-PART-1.PDF>

Livre blanc sur l'avenir de l'Europe

https://ec.europa.eu/commission/sites/beta-political/files/livre_blanc_sur_lavenir_de_leurope_fr.pdf

⁵ Le rapport de la Cour des comptes européenne sur les paiements du verdissement a été cinglant : le verdissement a conduit à un changement des pratiques dans seulement 5 % des fermes.

<https://www.eca.europa.eu/en/Pages/DocItem.aspx?did=44179>

baisser. Les grands objectifs doivent rester communs entre EM, mais la mise en œuvre donnera plus de place à la subsidiarité ⁶ pour atteindre une meilleure performance environnementale, en termes de compétitivité, et aussi sociale. Donc on passerait d'un contrôle de la conformité à un contrôle de la performance.

En matière de COP 21, on n'est plus dans la question d'être « bon élève » ou non. On est dans l'urgence pour stabiliser les températures et chaque secteur économique doit affronter ses responsabilités.

Un indicateur de performance de la PAC = la suppression d'emplois !?

On sait que le nombre de fermes fond comme neige au soleil. Pourtant, un des objectifs de la PAC est l'emploi en milieu rural. Ceci est en contradiction avec un indicateur d'évaluation des programmes FEADER qui concerne l'augmentation de la productivité du travail – ce qui signifie diminution d'emplois.

Une étude scientifique⁷ a montré que, pour l'agrandissement et la modernisation des bâtiments d'élevage de bovins allaitants, avec toute la ferraille de mécanisation qui va avec, l'augmentation de la productivité du travail n'apporte pas de revenu, mais alors pas du tout.

Or on a avant tout besoin d'emplois et de revenus !

Donc l'indicateur devrait être d'augmenter le nombre d'emplois par volume produit, et pas le volume de produit par emploi.

Par exemple, gagner sa vie avec des poulets bio ou fermiers, au lieu de dizaines (ou centaine/s) de milliers de turbo-poulets standard.

Gagner sa vie avec 50 vaches laitières (au pâturage) au lieu de 100 ou plus (en zéro pâturage).

Avec 50 truies (sortant au plein air) au lieu de 500.

MOINS et MIEUX !

Aides couplées : pour des critères d'environnement et de bien-être animal !

Le couplage des aides devrait aller à la finition des bêtes à l'herbe, il doit y avoir des critères d'environnement et de bien-être animal et cela doit créer du revenu.

Une réponse de la COM au débat :

On ne peut pas viser la baisse de la productivité du travail. Si on augmente le nombre d'emplois par volume produit, c'est plutôt un signe d'inefficacité. Il faudrait que l'indicateur prenne en compte la productivité de tous les facteurs.

Quant aux aides couplées, l'élevage extensif a des arguments à présenter pour le justifier ; il est pris note d'une possible connexion entre environnement et bien-être animal, et aides couplées.

Accès aux marchés d'exportation

Les importateurs contrôlent et accréditent le plus souvent usine par usine.

⁶ Au vu de cette perspective, le Bureau européen de l'environnement saute au plafond : Les Etats membres n'auraient pas de comptes à rendre sur ce qu'ils font avec l'argent !

<http://eeb.org/free-pass-for-farming-to-sidestep-environmental-accountability/>

⁷ Patrick Veyssset, INRA

La COM s'implique pour ouvrir des marchés. Mais **le porc a une priorité plus élevée** que la viande bovine. **Les algues vertes de Bretagne sauront apprécier.**

Les fraudes au Brésil et les normes européennes

Les contrôles que pratique l'UE au Brésil constatent des « progrès » en matière de viande bovine, suite au grand scandale, mais sans que toutes les lacunes ne soient comblées. La COM explique ses contrôles et mesures au vu du nouveau scandale majeur, récent, de contamination des viandes de volaille par les salmonelles et fraudes massives. La COM fait aussi des contrôles de protection animale.

Au fil du débat, le discours de la COM, respectueuse des procédures, ne réussit pas à convaincre quant aux pratiques brésiliennes. Les importations continuent. Affaire à suivre (mais quid des fraudes pouvant se produire en Europe...).

Les négociations Mercosur et Mexique

Selon les négociateurs de la DG Commerce, il est dans la nature de telles négociations qu'elles soient secrètes. Les offres faites par l'Europe au Mercosur ne sont pas divulguées. Combien de centaines de milliers de tonnes de viande bovine pourront entrer en Europe ? Secret !

Si la viande bovine est un grand souci, l'éthanol est aussi au cœur des négociations.

L'Europe est très offensive sur les produits laitiers.

Selon Copa-Cogeca, le prix de la viande bovine est de 220 €/t au Brésil, et de 330 €/t en Europe. Aujourd'hui l'UE est autosuffisante à 102 %, après le Brexit elle le sera à 116 %, et avec le traité Mercosur à 124 %. Et tout le monde peut deviner les conséquences sur les revenus des éleveurs...

L'argent de la PAC pour les producteurs du Mercosur !

Aujourd'hui des éleveurs allaitants chez nous ont des revenus qui sont inférieurs aux aides qu'ils touchent. Or nous voulons garder des éleveurs bovins. Si on leur met encore plus la pression sur les prix par les importations du Mercosur, il faudra encore plus les aider. Donc indirectement notre argent, notre PAC, financera les producteurs d'Amérique du Sud. C'est complètement absurde, et inadmissible.

Et qu'en est-il de l'urgence climatique affirmée par la COM elle-même, alors que bovins et éthanol sont au cœur du changement climatique en Amérique latine ?

Etude sur les organisations de producteurs (OP) (Université de Wageningen, Michiel van Galen)

L'étude⁸ porte entre autres sur le secteur Bœuf et veau. Elle a été commandée par la DG Concurrence début 2017. Elle fait un inventaire des organisations de producteurs (OP) et des Associations d'Organisateurs de Producteurs (AOP). Certaines ont le statut d'OP reconnues par l'UE, d'autres non, et ça ne change rien dans leurs activités. L'enjeu c'est qu'elles puissent négocier des prix, et que les producteurs aient plus de poids dans les négociations, vu le déséquilibre.

Curieusement, les auteurs ont interrogé seulement les responsables des OP et pas les membres. C'est surprenant, et limite un peu la crédibilité. L'efficacité pour obtenir des prix plus élevés n'est atteinte que pour une minorité d'OP. Par contre ils améliorent la qualité des produits, la coopération entre agriculteurs, l'organisation, baissent les prix pour des fournitures... Un de leurs objectifs est

⁸ une étude précédente : <https://ec.europa.eu/agriculture/sites/agriculture/files/external-studies/2016-interbranch-organisations/fullrep.pdf>

d'ailleurs d'améliorer le bien-être animal. La conclusion de l'étude est que l'OP n'augmente pas le pouvoir de négociation des producteurs. La majorité des OP sont petites.

Un exemple étudié : Codivo-Bovicoop (Allier-Puy-de-Dôme) : démarche qualité avec Carrefour, exportation de broutards, etc.

Une relation des OP avec les objectifs de la PAC ? Oui, ils augmentent la productivité.

Copacogeca soulève à juste titre le fait qu'à l'origine le Traité de Rome avait comme objectif d'assurer des « prix raisonnables ». L'hyperconcentration des commerces règle le pouvoir d'achat... (triste réussite !) Mais la PAC a aussi comme but le revenu des producteurs. La PAC prime sur le droit de la concurrence.

Hogan veut s'attaquer au déséquilibre dans le pouvoir de négociation.

Qu'en est-il de la prise en compte des attentes sociétales par les OP ?

Il y en a des OP qui ont surtout bloqué tout progrès au niveau du bien-être animal, qui organisent certes la production mais aussi le marketing de l'« image » sans la réalité, qui cherchent à obtenir des aides sans services rendus, qui ne sont que l'autre bras d'un pouvoir syndical qui verrouille son pouvoir et ses subventions

Pratiques commerciales déloyales

Une directive est prévue pour interdire certaines pratiques. Un objectif important est de répondre au facteur peur qui empêcherait un agriculteur à se plaindre. Les PME seront aussi protégées, de même les fournisseurs étrangers (afin de ne pas générer du dumping).

A répéter sans modération : élever MOINS et MIEUX !

Les discours sur les aléas touchant la filière bovine évitent le vrai défi. En effet, pour sauver le climat, l'environnement, la biodiversité, il faudra réduire sensiblement le nombre de ruminants.

Deux erreurs sont à éviter :

- verser le bébé avec le bain en rejetant tout élevage de ruminants. Il y a à prendre et à laisser, et le bien-être des animaux est un critère essentiel pour faire le tri.
- imaginer que les modestes baisses des émissions de GE_s que font miroiter les programmes du genre *Life carbon dairy* et *Life beef carbon* (financés par l'UE) permettraient de maintenir voire d'augmenter les volumes de ces productions animales dans la durée.